



Les compétences professionnelles et la production de la ville

Le cas de la République Démocratique Allemande, 1949-1975

Jay Rowell

La production des espaces urbains implique, par la complexité intrinsèque de l'objet et par le nombre et la diversité des acteurs qui y participent, la mobilisation d'une pluralité de formes d'expertise. Si les décideurs politiques, les responsables administratifs, les entreprises, les bureaux d'étude et les usagers en interaction mobilisent des savoirs et des logiques d'action propres dans le processus décisionnel, il y a lieu de s'interroger, au-delà des logiques plurielles d'action, sur les formes de savoir incorporés par les acteurs dominants et plus particulièrement les parcours, les représentations et les instruments de travail portés par des experts reconnus (et incontournables) de cette activité qui parviennent, dans un contexte historique donné, à imposer leur définition des problèmes à résoudre et des moyens pour y parvenir.

L'analyse des relations entre les logiques professionnelles et les politiques de construction en République Démocratique Allemande (RDA) permet un décentrement du regard dans le temps et dans l'espace. Cette démarche peut illustrer de manière heuristique un certain nombre d'enjeux qui se nouent autour de l'articulation entre professions, savoirs et action afin d'éclairer en retour des configurations et des pratiques des régimes démocratiques sur deux points en particulier. D'une part, le modèle dominant du « grand ensemble », de la rationalisation industrielle et de la planification « technocratique » des besoins de la population fut partagé de part et d'autre du rideau de fer malgré les différences politiques et économiques importantes (Dufaux, Fourcaut, 2004). L'analyse des savoirs professionnels encadrés dans les institutions publiques permet ainsi de penser les conditions de possibilité de cette parenté des formes au-delà des très grandes différences des systèmes politiques. D'autre part, en RDA la très forte centralisation et la monopolisation des savoirs urbains par les membres d'une même profession rend particulièrement visible un nombre de processus qui existent sous une forme plus atténuée dans les régimes démocratiques. Une des particularités du cas étudié ici est la succession de deux réseaux

professionnels ; le premier, composé principalement d'architectes formés dans les années 1920 à l'architecture moderne domine les institutions sectorielles jusqu'au milieu des années 1960, et le second, constitué d'ingénieurs du bâtiment et d'économistes, se maintiendra jusqu'à la chute du mur de Berlin. Cette succession de formes d'expertise constitue une sorte de laboratoire permettant d'observer les effets des compétences urbaines portées par des professions différentes. Loin d'être une traduction matérielle d'une idéologie, la fabrique de la ville sera ici pensée comme le produit de pratiques professionnelles. Cette entrée servira de clef de lecture pour comprendre pourquoi la standardisation de l'urbanisme et de l'architecture fut poussée si loin en RDA et pourquoi l'accélération décisive de la construction des « grands ensembles » eut lieu dans les années 1970 et 1980 au moment même où cette forme urbaine entra en crise à l'ouest du rideau de fer.

Compétence professionnelle et monopolisation des savoirs urbains

De la création du ministère de la Reconstruction en 1949 jusqu'au milieu des années 1960, un réseau d'architectes parvint à se faire reconnaître comme dépositaires du savoir-faire indispensable à la production urbaine. Si le Bureau politique garda en dernière instance le monopole de la décision, ces décisions s'appuyèrent sur des propositions formulées en amont par les architectes. Ces derniers investirent, par un processus de cooptation, les postes de responsabilité au sein des trois administrations centrales : le Bureau de la construction du Comité central du Parti ; le ministère de la Reconstruction et le principal institut de recherche,

l'Académie allemande de la construction, rattaché au ministère. Les trente-quatre postes de direction que nous avons identifiés à la tête de ces institutions furent occupés par une vingtaine de personnes qui cumulaient des fonctions et circulaient entre ces positions pendant une quinzaine d'années. Ces positions offraient non seulement la possibilité de nommer des responsables dans les administrations régionales et dans les grandes villes¹ mais garantirent aussi, dans un État très centralisé, le contrôle d'un ensemble de ressources matérielles (les moyens de recherche seront concentrés à l'Académie allemande de la construction) et symboliques (jurys des concours, forte présence dans les revues, livres et tribunes de la presse nationale).

La cooptation et la structure administrative centralisée favorisèrent l'organisation de la profession sur un plan vertical fortement soudé autour d'une expertise spécifique, entretenant ainsi des relations d'interdépendance autour d'un ensemble de ressources et de pratiques communes. La densité des échanges s'intensifia avec la mise en chantier des deux projets phares du début des années 1950 (*Stalinallee*, « première rue socialiste » et *Stalinstadt*, « première ville socialiste »), pilotés depuis le Ministère et qui vont mobiliser les membres les plus éminents de la profession sur l'ensemble du territoire.

Au cœur de ce dense réseau se trouvent les membres d'une même génération, née entre 1900 et 1910 et majoritairement formée par les plus grands architectes du *neues Bauen* de la République de Weimar (Ernst May, Walter Gropius, les frères Taut, Mies van der Rohe, Hans Poelzig...) dans la deuxième moitié des années 1920 (Rowell J., 2005a). Moins de la moitié de l'échantillon de ces vingt-deux personnes avait été membre du KPD avant 1945, un grand nombre n'avait eu aucune affiliation politique, quatre avaient appartenu au SPD, et deux étaient d'anciens membres du parti nazi. Pour les architectes, l'exil en Union soviétique, mais aussi la (sur)vie dans les camps de concentration entre 1933 et 1945, favorisa l'établissement de relations privilégiées avec les cadres du KPD, futurs dirigeants de la RDA (Durth *et al.*, 1998). Au moment de la reconstruction d'administrations centrales en 1947, les dirigeants du Parti firent « monter » à Berlin des architectes qui avaient partagé les expériences des camps ou de l'exil. Ces derniers cooptèrent des architectes de la même génération ayant des passés politiques ou professionnels plus variés, qu'ils avaient retrouvés en 1945 au retour d'exil, à la sortie des camps ou des bataillons pénaux de la Wehrmacht (Rowell J., 2005a).

Savoir-faire professionnel et définition du problème urbain

La cooptation des positions et une formation commune rendaient possible l'émergence d'un consensus sur la définition du « problème urbain » à l'exclusion d'autres sujets

de préoccupation : les questions économiques et notamment le contrôle des entreprises du bâtiment, le lien entre la morphologie sociale et urbaine ou l'entretien des bâtiments anciens. Les effets du « biais » architectural inscrit dans les pratiques et les institutions peuvent être illustrés à travers deux exemples : la définition des compétences du ministère de la Reconstruction et la définition de la ville « socialiste ».

Contrairement à ce que prévoient de nombreuses théories de l'administration, les architectes ministériels ne visaient pas à capter un maximum de ressources et de compétences. Bien représentés dans le groupe de travail *ad hoc* chargé d'élaborer les contours du futur ministère de la Reconstruction en 1948 et 1949, les architectes plaident pour un ministère recentré sur l'élaboration de normes et la planification des chantiers « nationaux ». Sont d'emblée exclus le pilotage de l'industrie du bâtiment et les chantiers « régionaux » ou « locaux », ainsi que l'attribution des logements. Si les difficultés de coordination des entreprises conduisent à placer l'industrie du bâtiment sous la houlette du ministère en 1952, les architectes ministériels bloquent systématiquement les tentatives d'y adjoindre d'autres compétences. Lors d'une réunion interministérielle en 1951, il fut décidé que « l'attribution des logements dans le plan de 1952 ne pouvait en aucun cas être du ressort d'un ministère technique² ». Cette définition restreinte des compétences se traduit aussi par une posture peu revendicative dans la compétition budgétaire. Si les moyens de recherche furent âprement défendus, les architectes ministériels se contentèrent des faibles budgets alloués à la reconstruction urbaine³. Seule importait pour eux la recherche d'une expression « socialiste » de l'architecture et de l'urbanisme et l'amélioration des techniques de construction.

Malgré la mise en œuvre d'un style architectural « stalinien » entre 1950 et 1955, aux antipodes de l'esthétique épurée de l'architecture « moderne », les anciens élèves du *neues Bauen* avaient conservé leur fascination pour la préfabrication et la standardisation. Ils poursuivirent les investissements de leurs anciens professeurs, tout en modifiant l'expression esthétique pour la rendre conforme à la doctrine stalinienne. Pour les propagateurs du fordisme des années 1920, l'industrialisation était plus qu'un moyen : « L'industrialisation du bâtiment constitue la question centrale de la construction de notre temps. Si nous réussissons à réaliser cette industrialisation, les problèmes sociaux, économiques, techniques et esthétiques se résoudreont d'eux-mêmes ». (Mies van der Rohe, *in* Neumeyer

1. Le Parti resta officiellement en charge de ces nominations, mais en pratique, la sélection des cadres territoriaux fut déléguée aux architectes ministériels de confiance.

2. Réunion le 1/11/1951 sur la répartition des logements construits en 1952. SAPMO SED DY 30/IV 2/6.06/31.

3. La construction des édifices industriels, mieux dotée, resta de la compétence des ministères industriels.



DR

1987 (1924), p. 306) Entre 1950 et 1955, les architectes opérèrent une dissociation entre les techniques comme moyen et le style comme finalité, ce qui leur permit à la fois de légitimer le « dépassement » du paradigme du *neues Bauen* et la mise à l'écart de leurs anciens professeurs, tout en endossant le rôle d'avant-garde mettant en forme un nouvel ordre social.

Cependant, la compétence esthétique se démonte brutalement en 1955 suite à l'abandon de l'architecture stalinienne en URSS et le retour à une architecture plus épurée et moins coûteuse. De prime abord, les artisans de la déclinaison allemande du « style stalinien » paraissent mal armés pour s'imposer de nouveau. Or, leur capacité à monopoliser l'expertise leur assurait d'être les seuls en mesure de formuler un programme d'action « prêt à l'emploi » aux dirigeants politiques soucieux de plaire à Moscou. S'ils se trouvent en mesure de le faire, c'est que l'explosion des coûts, la pénurie de main d'œuvre qualifiée et les délais de livraison avaient impulsé une recherche d'alternatives qui s'orientait dès 1950 vers la standardisation et la préfabrication. Ainsi, le premier prototype d'immeuble entièrement construit en panneaux de béton armé fut commencé en 1950 à Berlin et associa des techniques de préfabrication au style néoclassique. Ces programmes de recherche antérieurs à 1955 ne répondaient à aucune demande politique mais suivaient la logique propre d'une génération d'architectes fascinée par les potentialités de l'industrie moderne.

Grâce aux projets de recherche, leur formation et leurs contacts internationaux, les architectes impulsèrent une

révolution technique qui s'orienta exclusivement vers la préfabrication et la standardisation. La concentration des investissements et la discipline des acteurs territoriaux assurèrent la réussite spectaculaire de ce projet de transformation. Abandonnant la brique, le bois et le mortier, déplaçant l'essentiel de l'activité des chantiers vers les usines de préfabrication, les architectes réussirent à passer de moins de 1 % de logements fabriqués avec ces technologies en 1956 à 93 % en 1965 (Hoscislawski, 1991). Comme par le passé, le volume de construction ne constitue pas un enjeu important puisque les architectes croyaient (et faisaient croire) que les gains de productivité escomptés par la préfabrication devaient entraîner une croissance exponentielle sans augmenter la part du secteur dans le PIB⁴. Paradoxe de taille, la RDA resta en queue du peloton des pays industrialisés (hors édifices industriels), mais les hausses spectaculaires de la proportion de bâtiments en panneaux préfabriqués disposés en « complexes d'habitation », très proche des « grands ensembles » occidentaux, furent interprétées comme la preuve de la supériorité de la RDA sur la RFA, où la part de logements construits en panneaux préfabriqués culmina en 1974 à 9 % (Hannemann, 1996, p. 49).

4. Cette croyance reposait notamment sur l'idée d'une corrélation entre la dimension des éléments préfabriqués et la productivité. Ainsi, les premiers éléments préfabriqués de 800 kg furent progressivement remplacés par des éléments de deux, puis de cinq tonnes. Des expérimentations avec des pièces entières de vingt tonnes furent tentées dès 1961, mais ce projet fut abandonné en 1965 (Pietz, 1966).

Dé légitimation et légitimation de l'expertise

Le réseau des architectes se désagrège en 1962-1964, remplacé par un groupe d'économistes et d'ingénieurs âgés d'une trentaine d'années. Cette transformation s'explique par une dévalorisation des savoir-faire des architectes, la montée de nouveaux savoirs plus « scientifiques » portés par des économistes et des ingénieurs du bâtiment et la perte du contrôle des mécanismes de cooptation.

La standardisation radicale et la prédominance de l'urbanisme des grands ensembles, assurant une reproduction à l'identique des mêmes formes sur l'ensemble du territoire modifièrent fondamentalement l'image de l'architecte. De l'artiste qui signe une œuvre originale et qui cultive une posture d'avant-garde, la standardisation des tâches avait rapproché l'architecte de l'ingénieur, voire du technicien. Les frais d'architecture par logement furent divisés par cinq en l'espace de dix ans (Vogée, 1962, p. 34), et au début des années 1960 les architectes ont été désignés comme responsables de la monotonie des nouveaux quartiers.

De façon significative, au moment de leur mise à l'écart, les architectes ministériels seront nommés à la tête de bureaux chargés des *Sonderbauten*, constructions « spéciales », soit les rares projets de prestige échappant à la standardisation.

À l'opposé, les ingénieurs du bâtiment appuyèrent leurs revendications de compétence sur leurs expériences dans les entreprises et leur capacité à maîtriser les coûts. De même, les économistes, formés dans la deuxième moitié des années 1950 à la gestion appliquée des différents secteurs industriels revendiquèrent une capacité à identifier les leviers de la croissance et à les actionner pour optimiser la relation entre l'investissement et la croissance.

Ces transformations de fond de la légitimité sociale des groupes professionnels firent perdre le contrôle des mécanismes de cooptation aux architectes. Deux moments sont essentiels dans ce processus : la nomination de Gerhard Trörlitzsch, ingénieur du bâtiment né en 1926 à la direction du Bureau de la construction du Comité central en 1959 et le départ en 1963 du ministre de la Construction, architecte de formation, et son remplacement par un ingénieur du bâtiment, Wolfgang Junker, secondé par deux économistes et un ingénieur. Comme par le passé, le processus de nomination passa par un réseau de cooptation, mais cette fois-ci en puisant dans les cadres de l'industrie et parmi de jeunes économistes universitaires⁵.

La nouvelle génération d'experts ne disposait pas du même capital relationnel au Bureau politique du fait du décalage générationnel, social et politique⁶. Si elle ne dispose que d'un crédit « scientifique », son intense activité de consolidation et de mise en évidence de son savoir-faire⁷ va lui permettre de dominer le secteur jusqu'en 1989, et d'obtenir une augmentation substantielle de ressources.

Des compétences professionnelles à l'action publique : les effets des instruments

Par instruments, nous entendons des technologies qui construisent cognitivement et administrativement l'activité et contribuent ainsi à mettre en forme et à désigner les problèmes que l'intervention publique prétend résoudre (Lascoumes, Le Galès, 2004). Ces biens d'équipement cognitifs⁸ orientent les pratiques dans le sens où ils matérialisent un ensemble d'hypothèses sur la nature du problème à résoudre, les moyens d'y parvenir, et engagent à ce titre le crédit de ceux qui les portent (Desrosières, 1993). On peut illustrer l'importance du lien entre les instruments, les compétences professionnelles et la décision par un extrait d'entretien, décrivant la première journée de travail d'un jeune économiste universitaire nommé secrétaire d'État en 1964 : « Je me suis assis au bureau de mon prédécesseur, et j'ai regardé les derniers rapports qu'il avait préparés pour le ministre avant de partir. Les statistiques qu'il transmettait étaient bien trop détaillées pour un décideur qui doit pouvoir identifier le cœur du problème d'un seul coup d'œil. Tout est question de forme.

Comment est-ce que j'analyse la masse de données disponibles ? Comment est-ce que je les présente ? Comment les comparer et les interpréter pour que le décideur puisse comprendre les vrais problèmes et trouver la bonne solution ? »⁹.

Le travail consiste à opérer une transformation et une sélection des données « techniques » qui sont loin d'être politiquement neutres. La disqualification du travail de son prédécesseur (« trop détaillé »), permet du même coup d'affirmer une compétence supérieure, à la fois plus scien-

5. La discipline économique se spécialisa et les diplômés bénéficièrent de nombreuses passerelles entre les entreprises, les administrations et l'université. Les personnes clés du nouveau réseau avaient travaillé ensemble sur le chantier industriel de Lübbenau en 1957 et 1958 et cooptèrent par la suite des collègues, anciens étudiants ou camarades de promotion.

6. Souvent d'origine sociale « bourgeoise », les jeunes docteurs en économie entrèrent tardivement au SED (25, 27 et 29 ans pour trois d'entre eux).

7. Ce processus peut être comparé à l'implication des géographes dans les institutions de l'aménagement du territoire en France analysé par Gilles Massardier (1996).

8. Alain Garrigou développe l'idée des biens d'équipement cognitifs à partir de l'instrumentation de l'institution du vote. Les biens d'équipement cognitifs « organisent la perception et l'interprétation du vote » (cartes électorales, tableaux, graphiques, sondages et commentaires) qui complètent, sous l'effet de la rationalisation et la standardisation opérée par les entreprises politiques, l'institution du vote composée par des « biens d'équipements pratiques » (normes juridiques, urnes, bulletins, cartes d'électeur, liste électorales etc.). (Garrigou, 1993, pp. 32-33).

9. Entretien B.M., 26/5/1998 à Leipzig.



DR

tifique et plus en adéquation avec les besoins des décideurs : leur besoin de saisir, par la bonne mise en forme, les « vrais problèmes » leur permettant de trouver la « bonne solution ».

La légitimité de la nouvelle équipe d'experts reposait ainsi sur la reconnaissance de sa capacité à identifier et à actionner les leviers économiques. Face au problème de détermination du prix « réel » dans une économie planifiée, les économistes produisirent une série de conventions en important des normes internationales afin d'optimiser chaque investissement. En 1964, les économistes introduisent un prix théorique de la valeur du terrain alors même que l'État pouvait disposer librement du foncier : 25 marks au m² pour les terrains agricoles ; 50 marks au m² dans les zones périurbaines ; 100 marks au m² dans les centre-villes, ce qui entraîna une différenciation des normes de densité des projets d'habitation, allant de 320 habitants par hectare à 460 (Hoscislawski, 1991, p. 271). La RDA s'aligna ainsi sur un mouvement international de densification des quartiers d'habitation alors que les conditions objectives de cette tendance dans les économies capitalistes (renchérissement et disponibilité du foncier) furent inexistantes en RDA.

De même, les économistes intègrent pour la première fois le taux d'amortissement du parc existant, utilisant la norme internationale de 2 % par an. Encore une fois, cette convention était fictive dans la mesure où le bâti n'avait pas de valeur marchande, mais l'introduction de ces nouvelles conventions aura pour effet une accélération importante

de l'activité de construction. S'appuyant sur ce taux, les économistes ministériels produisirent un ensemble de travaux prospectifs destinés à estimer les « besoins » naturels de l'économie. Cette opération peut être illustrée par un travail prospectif destiné au Bureau politique élaboré en 1967¹⁰. Par l'intégration du taux d'amortissement dans les calculs, l'auteur plaide pour une multiplication par un facteur de 2,7 des ressources consacrées à la construction pour compenser le sous-investissement du passé (l'amortissement ayant été plus rapide que la création de valeur depuis 1945) et pour rattraper le standard d'habitation en RFA en 1980. Les « besoins » en matière de logement furent ainsi totalement déconnectés d'une logique de demande émanant de la population (exprimée par la liste d'attente), des agrégats statistiques (pièces par habitant, m² par habitant ou nombre de logements par ménage) ou par des demandes des administrations territoriales (Rowell, 2005b). La mise en forme mathématique des « besoins naturels » de l'économie permet ainsi aux experts de compenser leurs faibles ressources politiques et de revendiquer une augmentation significative des investissements.

Si l'on associe en général le doublement du rythme des constructions urbaines entre 1970 et 1976 au changement

10. « Ermittlung des Baubedarfs bis 1980 », ministère de la Construction. BarchB DH1 16824.

de premier secrétaire en 1971, l'inflexion est en réalité déjà sensible à la fin de l'ère de Walter Ulbricht. Courant 1970, le Bureau politique fixa l'objectif de construire ou de moderniser 100 000 logements par an, s'alignant par conséquent sur ce que préconisaient des dizaines de rapports qui lui avaient été soumis depuis le milieu des années 1960. Ce redéploiement discret de ressources sous Ulbricht sera transformé en projet phare du socialisme « réellement existant » du nouveau premier secrétaire, Erich Honecker, qui se saisit du déficit dans ce secteur pour illustrer la nécessité d'un changement de premier secrétaire. Si cette construction du problème en amont conditionne la possibilité de sa transformation en ressource politique, la décision en elle-même reprend la grammaire des solutions construites par un long travail de mise en forme dont l'orientation est conditionnée par les compétences et les instruments portés par les experts sectoriels.

C'est par ce cheminement que le rythme de construction des « grands ensembles » doubla et modifia en profondeur la morphologie de la plupart des villes à un moment où cette forme urbaine est perçue comme un problème plutôt que comme une solution en Europe occidentale. Malgré la marginalisation des architectes, les solutions technologiques et la forme urbaine qu'ils avaient élaborées depuis les années 1950 restèrent en place ; les ingénieurs et les économistes n'intervenant que pour pousser la rationalisation et la standardisation jusqu'à leur conclusion logique et ultime. Les constructions se concentrèrent sur des sites toujours plus grands, allant jusqu'à 120 000 habitants, et un seul système constructif fut disponible après le milieu des années 1970 (WBS70). Avec l'accumulation des difficultés économiques de la RDA à partir de 1979, le nombre de balcons, d'ascenseurs et la qualité des matériaux furent revus radicalement à la baisse pour maintenir le volume de production de logements avec moins d'argent.

Les architectes et les ingénieurs chargés de la conception de ces nouveaux quartiers furent frappés par la « hantise du crayon rouge », pour reprendre l'expression d'une architecte chargée de la planification de Leipzig Grünau pour décrire la suppression des infrastructures sociales et culturelles jugées superflues par la tutelle ministérielle (Emelianoff, 2004). Des enquêtes sociologiques menées dans les nouveaux quartiers mirent en évidence une insatisfaction croissante concomitante à l'absence d'infrastructures (Kahl, 1982) et dans la seconde moitié des années 1980 un retour en faveur du « charme de l'ancien », notamment parmi les jeunes diplômés (Staufenbiel, 1988). Ces problèmes étaient tout à fait connus, à la fois par les membres du Bureau politique et par les fonctionnaires de l'appareil étatique, puisque la rénovation/reconstruction des quartiers anciens fut programmée à plusieurs reprises, mais continuellement repoussée faute de moyens.

Cependant, si le Bureau politique n'entreprit pas une réorientation importante des ressources malgré l'accumulation des signes de dysfonctionnements, les raisons résident moins dans les structures décisionnelles ou dans un

quelconque aveuglement idéologique, que dans les choix techniques et industriels et dans les critères de rentabilité des investissements, soit autant de conventions inscrites dans les manières de voir et de faire qu'il était trop coûteux de remettre en cause. Ainsi, le choix intervenu très tôt dans l'histoire de la RDA de concentrer les recherches sur la technique des panneaux préfabriqués la condamnait à pratiquer un urbanisme extensif avec un seuil d'unités pour être « rentable ». La préfabrication eut pour deuxième conséquence l'immobilisation des capitaux dans les usines, rendant toute reconversion vers une autre technologie ou vers une intensification de la réparation, de la modernisation ou de la rénovation presque impensable. Dans un entretien avec l'ancien premier secrétaire du SED de la ville de Leipzig, le problème se posa de la manière suivante : « En 1984, c'est-à-dire au moment où se terminait le grand projet de Leipzig-Grünau, on pouvait soit commencer par la construction d'un deuxième grand projet, Leipzig-Paunsdorf, soit s'attaquer sérieusement à la reconstruction des quartiers anciens. Nous n'avions pas suffisamment de capacités pour faire les deux. [...] J'étais personnellement favorable à la rénovation, mais nous avions trois grandes usines avec une capacité de 5 000 unités qui devaient produire jusqu'en 2005 »¹¹.

Cet extrait montre les limites des marges de décision politiques devant le poids des choix technologiques et économiques antérieurs, qui auraient rendu extrêmement coûteux tout écart par rapport au *one best way* durablement inscrit dans les institutions et dans les représentations par la succession d'experts sectoriels.

Hypothèses pour une comparaison avec la France

La reconstitution des logiques professionnelles encadrées dans les institutions permet de comprendre sociologiquement les transformations de l'action publique en insistant sur les savoirs et les instruments d'intervention mobilisés par les experts reconnus. Chaque réseau produisait, en fonction des compétences revendiquées et d'une panoplie d'instruments spécifiques, un répertoire de solutions dans lequel les dirigeants politiques ont pu puiser. Si les experts en place après 1960 se positionnent comme les détenteurs d'un savoir économique supérieur à celui des architectes, l'alternative qu'ils incarnent porte sur l'exécution et l'efficacité et contribue paradoxalement à consolider les formes d'architecture et d'urbanisme conçues dans les années 1920 et mises en œuvre dans les années 1955-1965.

L'accent mis sur les compétences professionnelles et les instruments de travail permet de trouver un espace explicatif

11. Entretien avec Roland Wötzel, premier secrétaire du SED Leipzig dans les années 1980, le 25 mai 1998.

intermédiaire entre deux postulats qui structurent les approches comparatives. D'un côté, on peut insister sur la prédominance des grands ensembles et de ses déclinaisons de part et d'autre du rideau de fer et insister sur les similitudes d'une planification urbaine déductive (Thoening, 1973), qui vise à rationaliser et à optimiser la production et à déterminer les usages légitimes du bâti. De l'autre, on peut mettre l'accent sur les trajectoires nationales spécifiques et sur la surdétermination idéologique inscrite dans les régimes politiques pour souligner les logiques irréductiblement différentes de la production et de l'appropriation des espaces construits. Entre ces deux polarités, la position intermé-

diaire consisterait à insister sur les configurations sectorielles et les circulations de savoirs par le truchement des groupes professionnels. De ce point de vue, les trajectoires françaises et est-allemandes, dominées par le savoir ingénieur et architectural et une forte centralisation des moyens, peuvent être pensées ensemble et opposées à la RFA, où le système fédéral s'est traduit par une répartition des compétences entre un ministère fédéral dirigé par des spécialistes de la finance, issus pour la plupart de la Banque allemande de la construction et du foncier fondée en 1924 (Rowell, 2006), et les administrations des *Länder* et des grandes villes où la compétence architecturale resta dominante.

Références bibliographiques

Desrosières A., (1993), *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte.

Dufaux F., Fourcaut A. (dir.), (2004), *Le monde des grands ensembles*, Grâne, Éditions Créaphis.

Durth W., Düwel J., Gutschow N., (1998), *Architektur und Städtebau der DDR*, Francfort-sur-le-Main, Campus.

Emelianoff C., (2004), « Reconstruire la légitimité des grands ensembles ? », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 97, pp. 27-34.

Garrigou A., (1993), « La construction sociale du vote », *Politix*, n° 22.

Hannemann C., (1996), *Die Platte, Industrialisierter Wohnungsbau in der DDR*, Braunschweig, Vieweg Verlag.

Hoscislawski T., (1991), *Bauen zwischen Macht und Ohnmacht*, Berlin, Verlag für Bauwesen.

Kahl A., (1982), « Ergebnisse und Probleme der soziologischen Erforschung in städtischer Neubaugebieten », *Informationen zur soziologischen Forschung in der DDR*, vol. 18, n° 1, pp. 4-15.

Lascoumes P., Le Galès P. (dir.), (2004), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po.

Massardier G., (1996), *Expertise et aménagement du territoire: l'État savant*, Paris, l'Harmattan.

Mies Van Der Rohe L., (1924), « Industriales Bauen », article reproduit in Neumeyer F., (1987), *Mies van der Rohe : Das kunstlose Wort – Gedanken zur Baukunst*, Berlin, Siedler Verlag.

Pietz M., (1966), « Muster und Experimentaltbau in Raumzellen Bauweise », *Deutsche Architektur*, n° 6, juin, pp. 338-341.

Rowell J., (2005a), « L'exil comme ressource et comme stigmaté dans la constitution des réseaux des architectes urbanistes de la RDA », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 2, pp. 169-191.

Rowell J., (2005b), « La domination en vertu du savoir ? La construction et les usages des statistiques en RDA », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 6, pp. 865-887.

Rowell J., (2006), « Financer la reconstruction de logements en RFA », *Histoire et sociétés*, n° 20, pp. 26-38.

Staufenbiel F. (dir.), (1988), *Stadtentwicklung und Wohnmilieu : Brandenburg 1987*, Weimar, Hochschule für Architektur und Bauwesen.

Thoening J.-C., (1973), *L'Ère des technocrates : le cas des ponts et chaussées*, Paris, les Éditions d'Organisation.

Vogée H.-D., (1962), *Das Bauwesen in der DDR*, Berlin, VEB Verlag für Bauwesen.

Biographie

JAY ROWELL est chargé de recherche CNRS au GSPE-PRISME (UMR 7012), Université Strasbourg III et directeur du GSPE. Ses recherches portent sur l'histoire des politiques publiques du logement et de l'urbanisme en Allemagne dans une perspective centrée sur les instruments de l'action et la sociologie de l'État. Ses travaux plus récents portent sur la construction des problèmes publics en Europe et le rôle des instruments statistiques dans la mise en forme des problèmes « européens ».

jay.rowell@misha.fr